

AFGHANISTAN

L'escalade de la criminalité rend encore plus nécessaire l'aide internationale qui a été promise

Index AI : ASA 11/010/2004

ÉFAI

Jeudi 17 juin 2004

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International demande instamment à l'ensemble des donateurs de fournir les fonds promis et n'honorer les engagements qu'ils ont pris de participer à l'effort de reconstruction de l'Afghanistan.

« Alors que le monde détourne son attention de l'Afghanistan, le pays est en train de sombrer dans un état de non-droit et dans l'instabilité », a déclaré Amnesty International ce jeudi 17 juin 2004.

Depuis le début de l'année 2004, au moins 29 personnes travaillant pour des organisations humanitaires ou sur des chantiers de reconstruction ont été tuées. Les homicides récents de cinq membres de Médecins Sans Frontières (MSF) et de 11 ouvriers chinois mettent en évidence l'état de non-droit et d'insécurité qui règne dans tout le pays.

Par ailleurs, les femmes continuent d'être victimes de nombreuses violences, des groupes armés se livrent à des attaques et des personnes sont victimes de discrimination fondée sur le genre, l'appartenance ethnique ou la religion. Les institutions chargées de protéger les droits humains et de faire respecter l'état de droit restent trop faibles et l'impunité prévaut. Il ne semble pas que le nécessaire soit fait pour rétablir la confiance, la sécurité et la paix dans un pays qui a été ruiné par près de trois années de guerre.

« S'il n'est pas mis fin à cette spirale de la criminalité, l'Afghanistan risque de sombrer dans un véritable conflit », a signalé Amnesty International.

L'organisation a reçu des informations faisant état de violations des droits humains, y compris d'actes de torture et de mauvais traitements commis par l'armée américaine dans des centres de détention sous contrôle des États-Unis. De tels agissements fragilisent l'état de droit et sont contraires au droit international humanitaire et aux normes internationales relatives aux droits humains. Ils mettent également en péril les

efforts déployés pour reconstruire l'Afghanistan.

Lors d'une réunion de donateurs qui s'est tenue à Berlin, le secrétaire d'État américain Colin Powell a déclaré que la conférence reflétait l'engagement de la communauté internationale en faveur de l'avenir de l'Afghanistan. Il a ajouté : « Les États-Unis estiment qu'il s'agit d'une de leurs missions prioritaires. L'OTAN considère que cela représente sa mission opérationnelle numéro un. La communauté internationale connaît ses obligations et nous les remplirons. » Amnesty International exhorte les États-Unis et les autres donateurs à respecter ces engagements.

Le gouvernement afghan doit de son côté s'acquitter de ses responsabilités concernant la protection et la promotion des droits humains de ses citoyens. Il doit ainsi renforcer et soutenir les initiatives qui sont prises pour enquêter sur les meurtres de membres, afghans et étrangers, d'organisations humanitaires et pour déférer à la justice les responsables présumés de ces actes. Ces mesures doivent être engagées dans le cadre d'efforts visant à établir un système judiciaire indépendant et impartial et à mettre en place un moratoire officiel sur toutes les exécutions.

Étant donné la situation de grave insécurité, il est inquiétant que les pays voisins tout comme d'autres pays persistent à encourager le retour en Afghanistan des réfugiés et des demandeurs d'asile, au lieu de leur fournir une protection. Il est urgent d'examiner toutes les solutions envisageables, y compris une réinstallation ou une intégration dans le pays d'accueil, selon le cas.

Complément d'information

Les conférences de donateurs de Tokyo et de Berlin, qui ont respectivement eu lieu en 2002 et en 2004, ont suscité des espoirs pour le peuple afghan. En effet, plus de 8 milliards de dollars (soit plus de 7 milliards d'euros) ont été promis. Cette somme doit en priorité permettre de financer le rétablissement de l'état de droit, notamment grâce à la reconstruction d'un système judiciaire opérationnel, à l'accélération du processus de désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion des membres des groupes armés, et à la promotion des droits des femmes. Or, les

promesses de dons n'ont pas été pleinement respectées et le processus de reconstruction a subi un ralentissement.

Les résultats des élections qui doivent avoir lieu en septembre 2004 seront, de l'avis général, déterminants quant à la réussite de la réforme politique de l'Afghanistan et à la stabilité à long terme du pays. Cependant, l'insuffisance des fonds disponibles et le risque d'une insécurité croissante compromettent la tenue d'élections libres et équitables. De plus, la légitimité de ces élections pourrait aussi être gravement compromise par le fait que des auteurs présumés de graves violations des droits humains commises dans le passé, qui continuent de bénéficier de l'impunité, sont aujourd'hui candidats à ces élections. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>